

L'ACCORD SUR LE CLIMAT ENTRE EN VIGUEUR LE 4 NOVEMBRE 2016

Un tournant historique ?

Ils sont nombreux dans le sillage des savants dans l'opinion publique, ceux qui considèrent aujourd'hui que la dégradation accélérée et potentiellement irréversible du climat va devenir irréparable si la communauté internationale persiste dans son immobilisme des années passées.

Les pays développés sont appelés à montrer la voie des objectifs en chiffres absolus à l'échelle de leur économie. Les pays en voie de développement devraient continuer à accroître leurs efforts d'atténuation sous forme de contributions déterminées au niveau national. Quant aux pays insulaires et les pays les moins avancés, ils peuvent établir des mesures correspondant à leur situation particulière.

Ce constat⁽¹⁾ a été conforté depuis une décennie par un climat, marqué par une baisse des rendements agricoles, des sécheresses récurrentes, des baisses de précipitations et des phénomènes climatiques extrêmes, sans oublier les crises économiques, financières et sécuritaires qui se télescopent.

La nouvelle séquence de négociations à Paris en décembre 2015 a été, dans ce contexte difficile, une avancée.

Elle a défini un cadre de travail pour le futur de la planète.

Quels objectifs pour le climat ?

L'Accord de Paris insiste – faut-il le rappeler – sur l'urgence de combler l'écart entre les engagements pris et les dérives de profil des émissions à effet de serre au-delà de 2020, tout en rappelant les spécificités de nos pays du Sud.

Bien évidemment, l'objectif commun est de contenir les changements climatiques en dessous de 2°C et de poursuivre l'effort de tous les pays, mais de manière solidaire et différenciée pour limiter l'élévation à 1,5°C par rapport à la période préindustrielle :

- Les pays développés sont appelés à **montrer la voie des objectifs en chiffres absolus à l'échelle de leur économie.**
- Les pays en voie de développement **devraient continuer à accroître leurs efforts d'atténuation sous forme de contributions déterminées au niveau national.**
- Quant aux pays insulaires et les pays les moins avancés, **ils peuvent établir des mesures correspondant à leur situation particulière.**

L'Algérie, aujourd'hui confrontée à la baisse récurrente du prix du pétrole, a pris conscience de ces différentes problématiques. Elle anticipe déjà les nouveaux enjeux mondiaux de la nouvelle économie de plus en plus décarbonée et de moins en moins dépendante des énergies fossiles (charbon, pétrole...) en lançant un vaste programme sur les énergies nouvelles.

A l'évidence, l'Accord donne un signal aux attentes des opinions et indique une direction pour les négociations à venir.

Quelles convergences pour des pays à intérêt divergent ?

Aujourd'hui, les positions des groupes coalisés **jusqu'ici rigides**, se sont assouplies :

- **Les îles menacées de submersion et les pays les moins avancés** qui risquent d'être aspirés par la trappe de la pauvreté, sont moins sceptiques.
- **Le Japon traumatisé par l'accident de Fukushima** dont le coût se chiffre à plusieurs dizaines de milliards de dollars, fait face à une opinion majoritairement antinucléaire. Son opinion s'interroge sur un recours plus grand aux énergies fossiles.

• **L'Australie** alterne des positions, selon une droite soutenue par le lobby du charbon ou une gauche plus écologique et donc encline à s'engager plus dans l'accord.

• **La Nouvelle-Zélande**, région agricole, peine à maîtriser la question des rejets de méthane générés par l'élevage intensif.

• **La Chine**, portée par son dynamisme dans les énergies nouvelles et ses progrès dans la lutte contre la pollution, est plus favorable à l'action.

• **L'Inde**, bien que son économie soit liée au charbon, a une position aujourd'hui plus favorable à un accord global sur le climat.

• **La Russie**, pays pétrolier et gazier, intensifie l'afforestation des régions boréales et espère tirer les dividendes de la fonte des glaces et récupérer des terres vierges.

• **L'Europe**, fondamentalement favorable à un accord sur le climat, reste cependant tiraillée entre ses trois composantes : nordique, orientale et méditerranéenne.

• **Les Etats-Unis**, liés par les équilibres politiques au sein du Congrès républicain et engagés dans les élections présidentielles, ont évolué positivement sous la direction d'Obama. Mais qu'en sera-t-il demain après les élections prochaines de novembre 2016 ?

• **Le Canada**, avec le nouveau Premier ministre Trudeau, a une position plus favorable quant à la question climatique, même si les régions divergent sur la question. Le Québec et le nord culturellement plus écologiste et l'ouest pétrolier plus réticent.

• **Les pays arabes**, producteurs d'hydrocarbures, déstabilisés par des guerres fratricides, peinent à reconstruire un front commun sur de nombreuses questions, mais se retrouvent sur une ligne commune sur le climat.

• **L'Afrique**, dont la prochaine conférence sur le climat se tient sur ses terres, attend beaucoup des prochains rendez-vous.

C'est toute la problématique d'une négociation à géométrie variable où il faut

concilier l'inconciliable. En effet, la question du climat est un jeu de billard à plusieurs bandes, avec des multiacteurs, comme je l'ai déjà souligné dans une contribution précédente.

C'est dans ce contexte complexe et dans un climat plus apaisé que les chefs d'Etat du monde se sont retrouvés en septembre à New York pour ratifier l'Accord de Paris.

L'accord, au regard du mandat de la charte des Nations-Unies, est volontaire, sans être accusatoire ou punitif.

La forme d'acceptation est laissée ouverte au pays afin de contourner l'hypothèse du refus possible, entre autres, du Congrès américain à majorité républicaine.

C'est dans ce cadre que les pays présenteraient des versions actualisées de leurs contributions nationales déterminées afin de réduire leurs émissions de gaz à effet de

serre. Elles définiront leurs stratégies climatiques et leurs actions dans la clarté et la transparence avant novembre 2016 et parapheront l'accord.

Quatre-vingt-deux pays ont ratifié l'accord

Les chefs d'Etat du monde sont appelés à signer l'accord à l'occasion d'une cérémonie organisée par le secrétaire général des Nations-Unies qui s'étale du 22 avril 2016 (de cette année) au 21 avril 2017 (de l'année à venir) et déposeront les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

Quatre-vingt-deux pays, dont l'Algérie, ont ratifié l'accord représentant plus de 55% des émissions de gaz à effet de serre. L'accord est validé de ce fait et entre en vigueur le 4 novembre 2016.

Le texte d'accord entrera en vigueur le 30^e jour qui suit la date de dépôt des 55 parties à la convention qui doivent représenter 55% du total des émissions de gaz à effet de serre, c'est-à-dire avant la conférence sur le climat de Marrakech (COP22) prévue du 7 au 18 novembre 2016.

Le Président des Etats-Unis Obama a qualifié cette entrée en vigueur de «moment historique».

Les groupes régionaux, constitués de pays ayant des intérêts communs, ont déjà commencé leurs réunions préparatoires aux

L'Accord de Paris entre donc en vigueur plutôt que prévu, c'est-à-dire le 4 novembre car les conditions de son entrée en vigueur sont satisfaites, à savoir : 55 des pays et 55% des émissions (article 21 de l'Accord de Paris). Cette entrée en vigueur anticipée risque de bousculer des pays africains, peu préparés à cette échéance.

négociations de Marrakech sur les modalités de mise en œuvre de l'Accord de Paris.

La première session internationale des négociations sur les modalités d'application de l'accord, sous la dénomination APA, a eu lieu à Bonn (Allemagne) du 16 au 26 mai 2016. La conférence préparatoire au rendez-vous de Marrakech s'est déroulée à Tanger (Maroc) en juillet 2016 et des réunions se sont tenues à Rabat en septembre et à Marrakech au début de du mois d'octobre 2016.

Une pré-COP des ministres de l'Environnement a eu lieu à Marrakech les 18 et 19 octobre 2016.

L'Afrique, en attendant un accord en terre africaine

Les ministres africains de l'Environnement se sont réunis, quant à eux, au Caire, les 18 et 19 avril 2016, en session extraordinaire de la CMAE⁽²⁾ pour donner leurs orientations aux négociateurs climatiques du continent. Ils se retrouveront à Marrakech pour affirmer leur démarche.

L'Accord de Paris entre donc en vigueur plutôt que prévu, c'est-à-dire le 4 novembre car les conditions de son entrée en vigueur sont satisfaites, à savoir : 55 des pays et 55% des émissions (article 21 de l'Accord de Paris). Cette entrée en vigueur anticipée risque de bousculer des pays africains, peu préparés à cette échéance.

Pour sa part, l'Algérie a déposé l'instrument de ratification de l'accord sur le climat.

Si l'Accord de Paris est un accord globale politique, la prochaine conférence à Marrakech au Maroc sera un rendez-vous technique et de mise en œuvre. Mais d'ici là, il est impératif d'agir dans deux directions :

1. **Mobiliser les moyens financiers** au profit des pays en voie de développement pour qu'ils puissent préparer leurs projets d'adaptation au changement climatique.

2. **Mobiliser les différents acteurs** afin de provoquer une mise en mouvement dans

Par Cherif Rahmani^(*)

l'action à la fois des Etats mais de tous les acteurs : entreprises, organisations non gouvernementales, organisations intergouvernementales, sociétés civiles et notamment les collectivités locales, les villes et les régions.

En effet, tout un chacun s'accorde à dire que l'action d'adaptation aux changements climatiques s'exerce au plan local dans la proximité et se réalise au plus près des territoires, car il s'agit d'améliorer l'agriculture, de mobiliser l'eau et les énergies nouvelles, de bâtir des logements écologiques et de

(re)construire de manière écologique les villes. Si la communauté internationale ne peut ignorer le droit au développement des peuples au même titre que le droit à l'environnement pour tous et le respect absolu des droits de l'Homme, elle ne peut faire l'impasse sur le niveau infrarégional : les communes et les villes et partant le droit à la démocratie locale et à l'association des peuples des cités et des villages à la construction de leur propre avenir.

L'Algérie et le nouveau modèle de développement

L'Algérie, aujourd'hui confrontée à la baisse récurrente du prix du pétrole, a pris conscience de ces différentes problématiques. Elle anticipe déjà les nouveaux enjeux mondiaux de la nouvelle économie de plus en plus décarbonée et de moins en moins dépendante des énergies fossiles (charbon, pétrole...) en lançant un vaste programme sur les énergies nouvelles.

Dans le même temps, cette anticipation implique dans le cadre d'une vision commune, des réformes profondes et une mise en mouvement de tous les acteurs de la société afin d'initier un nouveau modèle de développement et d'inciter à l'émergence d'une nouvelle citoyenneté.

C'est là tout l'enjeu de la nouvelle Constitution qui ne peut être un rendez-vous raté mais plutôt une ouverture sur de nouveaux horizons et l'esquisse d'une nouvelle frontière pour l'Algérie et son peuple.

C. R.
* **Ambassadeur des Déserts et des Terres arides (Convention des Nations-Unies pour la lutte contre la désertification). Président de la Fondation des Déserts du Monde. Ancien ministre.**

1) Voir ma contribution précédente : «L'année 2015, la pire année de l'histoire moderne du climat».

2) CMAE : Conseil des ministres africains de l'Environnement.